

**AU COURS D'UNE
 CONFERENCE DE PRESSE**

**Les mineurs de Trieux
 posent le problème de**

l'avenir du bassin ferrifère lorrain

LE rôle de la sidérurgie dans la vie d'une grande nation moderne est la clé qui commande la vie économique du pays.

En 1962, les seuls départements de la Moselle et de la Meurthe-et-Moselle ont produit :

- 95 % du minerai de fer extrait en France ;
- 76 % de la fonte coulée par les hauts fourneaux du pays ;
- 65,8 % de l'acier brut fabriqué par l'industrie sidérurgique française.

Ces quelques chiffres montrent que l'avenir du bassin ferrifère lorrain n'est pas seulement un problème régional, ni même un problème économique et humain, mais aussi un problème d'intérêt national qui concerne l'ensemble des couches de la population de ce pays.

Pour « briser le mur du silence » de la presse dite « grande » et de la R.T.F., pour alerter l'opinion publique, les mineurs de Trieux — qui occupent le fond depuis le 14 octobre — tenaient le 3 décembre une conférence de presse.

En présence d'une nombreuse assistance — on remarquait les représentants du P.S.U., du P.C.F., de la C.F.T.C., de la C.G.T., etc., venus manifester leur solidarité aux mineurs en lutte — Albert Balducci, au nom de la délégation, a exposé les raisons pour lesquelles les mineurs de Sancy à Trieux, « d'un commun accord, licenciés ou non, avec le soutien de leurs femmes, l'appui de toute la population et des commerçants, des élus locaux (le maire de Trieux accompagnait la délégation) ont choisi la forme de lutte la plus difficile, la plus dure : l'occupation du fond ».

Après leur marche sur Paris, les mineurs de fer avaient suspendu leur action parce que les licenciements avaient été suspendus. Avec l'accord du Pouvoir, le patronat minier reprend et accentue les licenciements. Les mineurs avaient donc non seulement le droit mais le devoir de reprendre leur action. Et Balducci accuse :

« Cette grève pouvait être évitée si on avait tenu compte des recommandations de la table ronde. Les organisations syndicales ont signalé aux pouvoirs publics un certain nombre de mines où il y avait possibilité d'embauchage, la direction de ces mines s'y opposait ouvertement. »

Il a fallu quarante-huit jours de grève pour obtenir qu'une dizaine d'exploitations consentent à reclasser trente-deux mineurs de la mine de Trieux sur les deux cent cinquante-huit licenciés, lesquels sont la seule ressource de 50 % de la population d'une cité de trois mille habitants.

La reconversion signifie toujours une régression sociale et cela explique le peu d'enthousiasme des mineurs de fer pour une opération dans laquelle ils ne peuvent être que des dupes.

Les solutions sont d'ordre économique, technique et social.

— *D'ordre économique*, par l'augmentation du pouvoir d'achat des travailleurs, le déblocage des crédits importants pour la réalisation de l'équipement du pays et par une politique commerciale intelligente avec tous les pays sans exception.

— *D'ordre technique*, par la création d'usines d'enrichissement de notre minerai, d'usines de transformation, de biens d'équipement, etc., qui permettraient l'utilisation de milliers d'ouvriers, de techniciens et d'ingénieurs.

Pour ne prendre que l'exemple de la Lorraine, la plus grande partie de l'équipement des mines et des usines est de fabrication étrangère et vient des pays importateurs de notre minerai : Belgique, Luxembourg, Allemagne.

— *D'ordre social*, par l'indemnisation des journées chômées, indemnités aux fils de mineurs sans emploi qui suivent une formation professionnelle ou des études prolongées.

— Formation professionnelle accélérée aux mineurs effectuant moins de 40 heures par semaine pour les adapter aux emplois nouveaux dans la profession.

— Avancement de l'âge de la retraite avec départ dès les 30 années accomplies.

Poursuivant sa démonstration, Balducci déclare : « Les patrons peuvent faire les frais des mesures de reconversion », et il donne des chiffres.

La nationalisation des mines de fer et de la sidérurgie permettrait de fournir des produits sidérurgiques et métallurgiques meilleur marché à la S.N.C.F., à l'E.D.F., à la Régie Renault, etc., alors qu'actuellement nous fournissons au secteur privé ; le charbon, l'électricité, le gaz, les transports à des tarifs préférentiels, tandis que le patronat de la sidérurgie vend ses produits au secteur nationalisé au prix fort.

La nationalisation des mines de la sidérurgie permettrait de constituer une masse unique de production, de mieux orienter cette production. Par la suppression des intérêts concurrentiels et divergeants des sociétés capitalistes, elle permettrait une plus juste répartition des commandes et des effectifs.

Mais cela, et les mineurs commencent à le comprendre, seul le renversement du régime gaulliste permettra de le mettre à l'ordre du jour.

Claude Lavezzi